

«Des décisions arbitraires»

Depuis un an maintenant, les parents d'élèves de l'École européenne luttent pour de meilleures conditions d'apprentissage. Explications avec Maria-Elza Papasideri.

Maria-Elza Papasideri est présidente du groupe de coordination pour l'École européenne au sein du comité local du personnel à Luxembourg.

Le Quotidien : Pourquoi manifestez-vous devant le bâtiment Jean-Monnet aujourd'hui?

Maria-Elza Papasideri : Nous manifestons à Bruxelles, à Luxembourg, mais aussi dans d'autres villes européennes abritant une école européenne. À Luxembourg, des problèmes existent à l'école européenne : il y a la surpopulation, la séparation verticale des langues, qui constitue une discrimination. Le problème majeur c'est les coupes budgétaires. Par exemple, la Commission a coupé les subventions pour la cantine de l'école. Maintenant, le coût des repas est facturé aux parents. C'est déjà le cas pour Bruxelles où les parents ont constitué une ASBL pour gérer les cantines. Il y a aussi le problème du minerval (les frais d'inscription) demandé aux parents non fonctionnaires européens qui envoient leurs enfants à l'école européenne.

Toujours au Luxembourg, il y a la non-conformité du village pédagogique. Beaucoup de travaux ont été entrepris, les enfants ont de nouveaux locaux, mais nous attendons toujours l'inspection de Luxcontrol et son rapport officiel.

Les institutions européennes veulent construire une seconde école européenne à Mamer pour désengorger le site du Kirchberg victime d'une surpopulation étudiante. Quelle est votre position à ce sujet?

Concernant cette nouvelle école européenne, nous souhaiterions envoyer les élèves du secondaire sur ce nouveau site et conserver les sections d'école maternelle et primaire au Kirchberg. Nous voulons inverser le split vertical et le transformer en split horizontal. Au lieu d'envoyer à Mamer les sections linguistiques danoise, grecque, italienne, allemande et française, nous souhaitons que le Conseil supérieur des écoles européennes définisse ses choix par le critère du cycle (maternelle, primaire ou se-



Maria-Elza Papasideri : «On hurle depuis l'année dernière et on espère que l'on sera entendus!».

« Transformer le split vertical en split horizontal »

condaire) et non par celui de la langue! Le Conseil n'a d'ailleurs pas fait d'étude de faisabilité concernant ce mode de fonctionnement alors que les plus optimistes pensent que la nou-

velle école européenne de Mamer sera terminée en 2011. Le Conseil supérieur des écoles européennes a pris une décision arbitraire, sans transparence... c'est aussi pour cela que l'on manifeste.

À quand remonte votre mobilisation?

On hurle depuis l'année dernière et on espère que l'on sera entendus. Je suis présidente du

groupe de coordination pour l'École européenne au sein du comité local du personnel à Luxembourg, et depuis le début du mouvement, nous travaillons beaucoup sur ces sujets. Nous transmettons nos conclusions au comité du personnel qui ensuite les soumet à la Commission européenne qui est ainsi mise devant ses responsabilités.

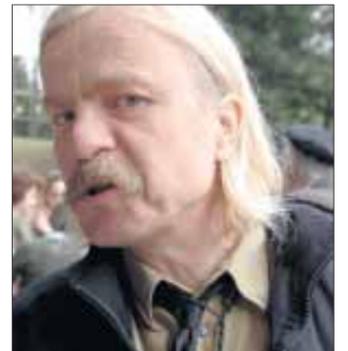
Ils ont dit

Oliver :
«Pour l'avenir»



De nationalité allemande, Oliver travaille à la BEI et fait partie du comité de gestion de l'APEEE, l'association de parents d'élèves qui organise cette action. «Nous faisons cette manifestation pour nos enfants mais aussi pour les futures générations. La plupart des personnes sans enfants ne se sentent pas concernées et il est difficile de les mobiliser. L'école de Mamer ouvrira dès 2010 et nous travaillons ici pour l'avenir».

Michael :
«non à Mamer»

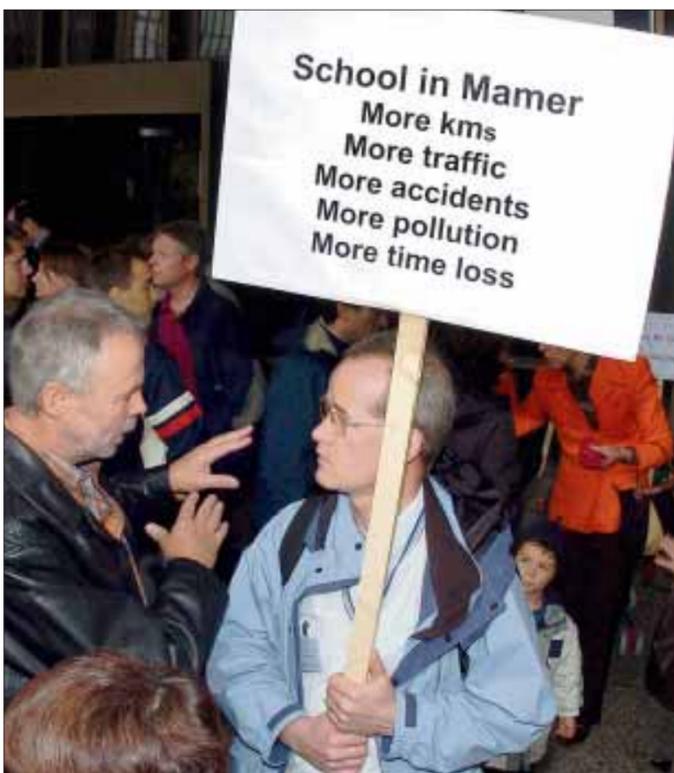


Michael est membre du syndicat A&D, de la confédération syndicale européenne Alliance. Sans mâcher ses mots, il explique : «Je dis non à Mamer, non aux coupes budgétaires et non à Monsieur Feix, qui est le directeur de l'École européenne. À plusieurs reprises, il a pris des mesures contre le personnel et même viré des personnes de façon illégale. C'est pour ça que je suis là aujourd'hui!»

Jose Luis : «Pour nos enfants»



Jose Luis est espagnol, il travaille au Parlement européen. «Je suis venu ici pour faire pression concernant cette cantine scolaire et la division linguistique verticale de l'école. Nous ne manifestons pas pour nous mais pour nos enfants».



L'installation d'une annexe de l'école à Mamer ne fait pas l'unanimité chez les parents.

S'en aller à Mamer

Les avis sur l'installation, à Mamer, d'une structure supplémentaire de l'École européenne fait débat.

La commune de Mamer a été choisie par le conseil supérieur des Écoles européennes pour accueillir, au plus tôt en 2010, une annexe de la structure scolaire installée au Kirchberg. Enfin, choisir n'est pas le mot exact puisque le gouvernement luxembourgeois a proposé uniquement un seul et unique site au conseil supérieur. Ce dernier a dû, évidemment, se résoudre à installer dans la petite cité luxembourgeoise son extension de l'École européenne, loin du Kirchberg et des autres installations déjà existantes. La place manquerait sur le plateau... enfin, il semblerait que le Fonds du Kirchberg ait d'autres priorités d'investissements (bureaux).

Ce qui gêne plus particulièrement l'association des parents d'élèves de l'école européenne (APEEE), c'est le découpage linguistique qui sera effectué à partir de 2010. Enfants parlant grec, espagnol ou danois par exemple, et sans distinctions de classe, seront ainsi tous installés à Mamer... loin de leurs autres camarades parlant une autre langue.

L'APEEE ne souhaite pas remettre

en cause le choix de Mamer mais seulement la future organisation de l'École européenne. Elle souhaiterait simplement que le secondaire soit transféré dans les nouveaux locaux... sections primaire et maternelle resteraient ainsi au Kirchberg. Cette revendication est issue d'un constat clair. Certains parents vont devoir se lancer sur les routes pour accompagner leurs enfants scolarisés en primaire ou maternelle jusqu'à Mamer, puis revenir au Kirchberg travailler. Les membres de l'APEEE ont chronométré, en 2004, ce trajet : 35 minutes aller (dans de bonnes conditions de circulation).

L'APEEE pense que les élèves en secondaire pourront quant à eux prendre les transports en commun seuls et sans aucun problème, contrairement aux petits élèves de 6 ans par exemple. Une étude d'impact sur la circulation écologique et environnementale serait nécessaire selon l'association. L'APEEE souhaiterait également que les plus jeunes élèves puissent rester à proximité du lieu de travail de leurs parents en cas de problème.

Textes : Laurent Duraisin
PhOTOS : Nicolas Bouvy